

Dispositif sociosanitaire



José Luis vient pour la première fois à la buanderie du Point d'Eau. Maçon de profession, il ne peut plus travailler à cause d'une blessure. ODILE MEYLAN

Au nouveau Point d'Eau, la précarité ne se tarit pas

La structure lausannoise qui offre des prestations médicales et d'hygiène aux plus démunis a doublé sa surface mais les besoins ne sont pas couverts.

Romarc Haddou

À l'accueil du Point d'Eau, ce lundi après-midi, il fait meilleur qu'à l'extérieur. Bénéficiaires, bénévoles et employés s'algangent en espagnol, se charrient en anglais. Face aux machines à laver ou devant les cabinets médicaux, des hommes et des femmes se croisent dans une chaleur humaine qui contraste avec la froide réalité: tous sont là pour avoir accès, gratuitement ou à prix symbolique, à des soins et à l'hygiène que leur précarité contrarie.

Créée en 1999, la structure sociosanitaire lausannoise vient de déménager ses médecins, dentistes, infirmières, podologues et autres professionnels de santé, ainsi que ses douches et sa buanderie, à l'avenue d'Échallens 123. De quoi doubler sa surface (480 m² désormais), augmenter ses capacités d'accueil et s'offrir un peu de lumière naturelle, après des années engoncées à l'avenue de Morges. Pas de quoi toutefois répondre à la demande, qui ne cesse d'augmenter.

Le changement d'adresse a notamment permis d'aménager un deuxième cabinet dentaire. Sur le fauteuil incliné, Consuelo a la bouche endolorie mais elle nous glisse quelques mots. «Je suis normalement employée à 60% dans le domaine du nettoyage. Depuis peu, j'ai un syndrome du canal carpien et une hernie discale qui m'empêchent de travailler. Je ne pourrais pas me payer un dentiste au tarif normal, alors je viens au Point d'Eau. Ma fille consulte aussi ici.»

La situation de Consuelo illustre une tendance. «La grande pauvreté a tendance à diminuer au niveau mondial mais la précarité augmente dans tous les pays riches, y compris la Suisse, observe François Chéraz, directeur du Point d'Eau. Les événements géopolitiques, l'inflation et le Covid ont encore accru cette tendance. Nous avons aussi bien des SDF sans papiers que des étudiants, des squatteurs, des artistes, des personnes à l'AVS, des familles monoparentales et de petits indépendants. Cette classe moyenne qui n'a le droit à aucune aide est de plus en plus présente.»

Souvent, la santé (notamment la prévention) arrive tôt parmi les renoncements. «On espace les rendez-vous, on saute des contrôles puis on finit par s'en détourner. Évidemment, on finit par en payer le prix physique et financier», relève François Chéraz.

En 2022, 796 patients ont été suivis dans la partie médicale du Point d'Eau. C'est sans compter les 410 massages thérapeutiques, les 603 séances d'ostéopathie ou encore les 1378 consultations dentaires. «Ces chiffres sont tous en hausse mais dépendent du nombre de professionnels béné-

«Au Point d'Eau, il y a aussi bien des SDF sans papiers que des étudiants, des squatteurs, des artistes, des personnes à l'AVS, des familles monoparentales et de petits indépendants.»

François Chéraz, directeur du Point d'Eau

voles et de la disponibilité des locaux. Aucun ne couvre la demande», soulignent les responsables.

Manque de bénévoles

Les conditions d'accueil ont beau être meilleures à l'avenue d'Échallens, ça ne règle pas le manque de main-d'œuvre. «Nous recherchons des bénévoles, en priorité des podologues, des dentistes, des coiffeurs, des pharmaciens, des ostéos et des physios», liste François Chéraz.

Les volontaires s'investissent à la fréquence souhaitée, généralement quelques heures par mois. C'est le cas du dentiste retraité Gérald Regamey. «Je me rends utile tant que je suis encore en état de travailler. Nous nous occupons des caries, des traitements de racine, des prothèses... Ce ne sont pas des gros travaux, juste des soins essentiels pour des gens qui ont des douleurs ou des infections.»

D'autres prises en charge s'inscrivent dans la durée, comme l'explique Laurence Cossy, l'une des cinq infirmières salariées, en accompagnant un patient vers la sortie. «Ce monsieur a des problèmes de genou et vient ici depuis deux ans. Nous avons enfin réussi à lui trouver une place pour une opération.»

Également employée dans un hôpital, elle trouve au Point d'Eau une approche plus globale. «Derrière les problèmes physiques, il y a d'autres problématiques complexes. Ce sont des patients qui se retrouvent à l'écart du système et pour lesquels il faut aller plus loin que la santé en abordant toute la dimension psychosociale.»

Les usagers de la partie hygiène ont, eux, des contacts plus restreints avec l'équipe d'intervenants. Dans ce local, séparé de la partie médicale, quatre douches, 17 machines à laver et un coiffeur sont à disposition. Ce lundi, un homme sans-abri lave son sac de couchage tandis qu'une jeune femme sort son linge du séchoir. À l'entrée, d'autres attendent sur une chaise que cesse le roulement des tambours.

Au milieu, José Luis débarque avec sa pile d'habits. Il est maçon, actuellement en arrêt de travail à cause d'une blessure. «C'est un collègue qui m'a parlé du Point d'Eau. D'habitude je me rends dans une buanderie du centre-ville, où chaque lessive me coûte entre 10 et 15 francs. Ici c'est 1 franc pour la lessive et le séchage. Ce sont de petites économies mais elles comptent. Quand vous n'avez pas beaucoup de moyens, tout compte.» En 2022, les machines à laver du Point d'Eau ont tourné 7025 fois.

Pour que les fonctionnaires se déplacent sans polluer

Lausanne
Dès le 1^{er} mars 2024, la Municipalité augmente les subventions pour l'achat d'un abonnement Mobilis, TL ou CGN ou pour le kit vélo.

Dès le 1^{er} mars 2024, les employés de l'administration lausannoise bénéficieront de nouvelles incitations à se déplacer en phase avec le Plan climat de la Ville, qui prévoit un objectif de zéro émission directe d'ici à 2030 dans le domaine de la mobilité.

L'idée: encourager le personnel à utiliser des modes de mobilité durable comme les transports publics, le vélo et la marche lors de ses déplacements professionnels et pendulaires, et de limiter l'utilisation de véhicules individuels motorisés.

«Nous savons que la voiture engendre des coûts externes élevés sur la santé et l'environnement, et que ceux-ci sont, en fin de compte, pris en charge par la collectivité. En tant qu'employeur avec plus de 5000 collaboratrices et collaborateurs, nous avons un rôle important à jouer pour limiter notre empreinte», explique Florence Germond, municipale de la Mobilité et du Personnel.

Vélos en libre-service

Quelles sont les nouvelles mesures? La subvention pour l'achat d'un abonnement Mobilis, CFF ou CGN a été augmentée de 240 francs à 300 francs pour un abonnement annuel et de 20 francs à 25 francs pour un

«Nous savons que la voiture engendre des coûts externes élevés sur la santé et l'environnement, et que ceux-ci sont pris en charge par la collectivité.»

Florence Germond, municipale lausannoise de la Mobilité et du Personnel

abonnement mensuel. La subvention pour un FlexiAbo, qui permet de choisir ses jours de déplacement, est passée de 125 francs pour 104 jours d'utilisation par an à 165 francs pour 100 jours. La subvention «kit vélo» est augmentée de 180 francs à 300 francs. Aussi, la recharge électrique sera offerte sur le lieu de travail aux e-vélos, e-scooters et e-trottinettes.

De plus, cinq parcs à vélos en libre-service seront installés sur différents sites de l'administration pour 2024. Le personnel pourra y emprunter des vélos électriques ainsi que des vélos-cargos pour ses déplacements professionnels. Enfin, les collaboratrices et collaborateurs qui renoncent d'eux-mêmes à leur place de parc se verront offrir un bon unique de 185 francs pour les transports publics.

Laurent Antonoff

Après «boycotter» en 2022, place à «décombres»

Mot romand de l'année 2023

Une trentaine de termes étaient en lice.

«Intelligence artificielle» et «coûts de la santé» complètement le podium.

Le jury du «mot romand de l'année 2023» s'est réuni ce samedi pour désigner le vainqueur parmi une trentaine de termes et locutions en lice. Et c'est «décombres» qui monte sur la première marche du podium, devançant «intelligence artificielle», deuxième, et surtout «coûts de la santé» qui, en dépit de la hausse annoncée des primes maladie pour 2024, n'arrive que troisième.

Tous les ans depuis 2017, des linguistes de la Haute École zurichoise des sciences appliquées (ZHAW) épluchent la presse suisse pour établir le corpus des mots les plus marquants de l'année pour les quatre langues nationales. Puis, pour chaque idiome, un jury composé de pros du langage - auteurs, journalistes, linguistes ou traducteurs - a pour mission de choisir les gagnants.

Aux termes issus du corpus des linguistes s'ajoutent ceux soumis par les jurés et ceux proposés par les auditeurs et auditrices de la Radio romande, le partenaire média du concours. «Cette année nous avions environ 35 mots à départager», relève le président du jury, Nicolas Pepin, linguiste et enseignant à la ZHAW.

L'année dans le rétro

Les mots de 2023 agissent comme une rétrospective de l'ac-

tualité qui a marqué l'année. Ainsi du vainqueur, «décombres», qu'on associe autant à la situation en Ukraine ou à Gaza qu'aux tremblements de terre qui ont touché la Syrie et la Turquie.

Autres réminiscences des douze derniers mois, les locutions «inflation», «renchérissement», «banque», «chaleur», «sécheresse», «température», «climatosceptique» ou encore «punaises de lit».

«Le mot renvoie aux débris et à la ruine, mais aussi à la reconfiguration et à la reconstruction. Et c'est ce regard porté vers demain qui a séduit les jurés.»

Nicolas Pepin, linguiste et enseignant à la Haute École zurichoise des sciences appliquées

Alors qu'en 2022 «boycotter» triomphait de «sobriété» et «souffle», cette année c'est donc «décombres» qui l'emporte devant «intelligence artificielle» et «coûts de la santé». «Le mot renvoie aux débris et à la ruine, mais aussi à la reconfiguration et à la reconstruction, était Nicolas Pepin. Et c'est ce regard porté vers demain qui a séduit les jurés.»

Catherine Cochard